
LE POINT DU JOUR,

O U

*RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille à
l'Assemblée Nationale.*

N^o. CCX.

Du Mercredi 10 Février 1790.

Suite de la séance de Lundi.

LORSQUE M. Goupilleau demanda que les membres qui n'avoient pas prêté le serment fussent empêchés de voter jusqu'à ce qu'ils eussent rempli ce devoir civique, M. de Bouville monta à la tribune, en disant : « Je suis un des membres de l'assemblée qui n'a pas prêté le serment. J'ai eu l'honneur de rendre compte de mes motifs à M. le président, & de lui écrire le genre de serment que ma conscience me permettoit de faire ; en cela je crois agir d'une manière utile aux droits de la nation, à laquelle il est impossible de refuser le droit de changer la constitution, surtout si elle renferme des vices & des imperfections. Si je jurois de maintenir la constitution telle qu'elle est, je jure-rois évidemment de m'opposer aux droits de la nation. »

M. Laborde de Mereville lui a répondu, que de même l'assemblée nationale ne s'étoit pas crue liée par les loix des générations précédentes, de même la constitution nouvelle ne peut lier les races futures. Si la nation veut changer ses loix constitutionnelles, elle le pourra dans des conventions générales, convoquées & formées suivant les formes qui seront établies ; mais dans ce moment il s'agit de jurer qu'on défendra la constitution contre les volontés individuelles.

Fine VI.

F f

M. le président, en prenant la parole, a développé ce principe, en disant : « Le serment décrété par l'assemblée n'oblige point celui qui le prête à opposer sa volonté particulière à la volonté générale de la nation, ce qui seroit un crime ; mais elle oblige chaque individu à opposer tous les moyens qui dépendent de lui, à la volonté particulière de quiconque voudroit attaquer la constitution qui est la volonté générale de la nation ».

M. Desmeuniers a observé encore que la déclaration des droits & les articles de la constitution consacroient le droit inaliénable & sacré qu'avoit la nation de changer sa constitution ou de la reforcer : « ainsi, a-t-il ajouté, la résistance de quelques députés à prêter le serment n'est fondée que sur un sophisme, développé dans une lettre imprimé de M. Bergasse ; mais je demande à ces consciences délicates où elles ont trouvé qu'il ne falloit pas obéir à des loix même imparfaites ; ainsi ce serment ne peut compromettre personne.

L'assemblée paroissoit impatiente de ce que l'on discutoit un objet déjà décrété. M. Chalouet est monté à la tribune, pour dire à l'assemblée qu'il avoit écrit au président, qui lui avoit répondu que le serment devoit être pur & simple, & que chacun devoit consulter sa conscience.

Au milieu de ces débats, M. de Saint-Simon & plusieurs autres membres qui n'étoient pas à la séance de jeudi, ont prêté le serment en la forme ordinaire, & ils ont été très-applaudis ; mais l'exemple n'a pas été contagieux. M. le vicomte de Mirabeau a dit : « Je ne prêterai d'autre serment que celui d'être soumis & d'obéir. Votre formule présente une grande question de droit public ».

M. le curé de Soupes l'a résolue en demandant que le serment fût prêté par oui & par non, ou que ceux qui s'y refuseroient, se retirassent. Cette motion a été appuyée

& les murmures se font fait entendre de plus fort. Le président a voulu les apaiser, en proposant de donner 24 heures pour s'aviser aux membres qui avoient des scrupules. L'assemblée étoit peu disposée à suivre cet avis; & bientôt après on a vu MM. de Bouville, de Chalouet, le vicomte de Mirabeau, & d'Argenteuil s'avancer vers la tribune, où, d'après l'explication donnée par l'assemblée & le président, ils ont prêté le serment tel qu'il avoit été décrété.

Cet épisode qui paroît indifférent au premier coup-d'œil, a servi cependant à développer un principe très-constitutionnel; c'est la distinction entre les législatures & la convention nationale, qui seules pourront, à certaines époques déterminées, réviser, corriger, & perfectionner les loix constitutionnelles.

Séance d'hier.

Cette séance a commencé par la lecture des procès-verbaux & d'une lettre de M. Bouche, qui a fait don à l'assemblée de deux ouvrages dont il est l'auteur; l'un est un essai sur l'histoire de Provence, l'autre a influé plus particulièrement sur la révolution, en ce qu'il a le premier combattu & détruit tous les sophismes des ci-devant privilégiés sur l'égalité de la contribution à tous les impôts & charges publiques. » J'ai cru, écrivait-il, qu'il seroit utile que les provinces & les villes qui ont leur histoire écrite, en déposassent un exemplaire dans les archives de l'assemblée nationale: je paye le tribut à cette idée.

L'assemblée a accepté ce don avec applaudissement.

Une autre lettre de M. de Saint-Priest, qui a été lue, portoit, qu'étant informé que la forêt de Fontainebleau se trouvoit divisée entre les districts de Nemours & de Melun, il seroit agréable au roi, & utile au domaine, que Fontainebleau & sa forêt, avec les villages voisins, pussent former un district à part.

Ff 2

« Jé suis persuadé, ajoutoit le ministre, que si vous le trouvez praticable, vous voudrez bien concourir à la satisfaction & à la convenance de sa majesté. »

M. de Noailles a observé que le décret étoit rendu, & que la forêt de Fontainebleau n'étoit pas divisée, mais réunie dans le même district.

M. le curé de Soupes a insisté pour que le décret ne fût pas changé, & M. Dupont a ajouté que ce seroit la municipalité de Fontainebleau qui en seroit gardienne.

M. Gossin a observé que lors de la division du département de Melun en districts, la commune de Fontainebleau en ayant réclamé un pour sa ville, le comité avoit cru ne devoir pas contrarier le vœu des députés du département, qui n'accueillirent pas cette demande; mais qu'il y a possibilité & utilité de donner un district à Fontainebleau, sans nuire aux arrangemens des députés de la province, & qu'il croyoit que l'assemblée pouvoit accéder au vœu du roi.

M. Desmeuniers a terminé la contestation, en proposant de charger M. le président d'en conférer avec le roi. M. de Noailles a ajouté qu'il devoit exposer à sa majesté les motifs d'intérêt public qui avoient déterminé la division du district. Ce parti a été adopté.

M. Gossin a rapporté ensuite que les députés de la Chalosse & du pays de Marsan demandoient l'établissement d'un quatre-vingt-quatrième département; quoiqu'on eût déjà statué sur la division de la Guyenne; mais l'avis du comité, qui, d'après les décrets rendus, ne pouvoit être favorable à ce projet, a été adopté en ces termes :

» L'Assemblée Nationale décrète, d'après l'avis du comité de constitution, que dans le jour les députés de la Chalosse & du Marsan, présenteront au comité la division de ce département en district; si non les commissaires

sont autorisés à le diviser & à proposer à décréter demain à neuf heures du matin les districts, leur chef-lieu & celui du département. »

A peine ce décret a-t-il été prononcé, que le député de la ville d'Auxone s'est présentée à la barre, pour dire : je saisis l'instant où vous condamnez nos prétentions, pour vous marquer par une offrande patriotique de 2524 liv. le respect qu'elle porte à vos décrets, & pour vous témoigner la soumission qu'elle aura toujours pour les loix constitutionnelles.

Le président lui a répondu : « l'assemblée nationale applaudit au civisme & à la générosité de la ville d'Auxone ; elle me charge de vous en témoigner sa satisfaction. »

L'assemblée a applaudi.

M. Gossin a proposé ensuite de maintenir les limites des districts de Dijon en cette forme.

» L'assemblée nationale décrète, d'après l'avis du comité de constitution, que les limites des districts du département de Dijon subsisteront telles qu'elles ont été convenues & arrêtées. »

M. Gossin a présenté encore la division du département de la basse-Auvergne, & de celui des Vosges, ce qui a donné lieu à différens décrets. Les voici :

Décret de la basse-Auvergne.

» L'assemblée nationale décrète, d'après l'avis du comité de constitution,

1°. Que les chefs-lieux de la basse-Auvergne des districts, sont Clermont, Riom, Ambert, Thiers, M^{re}ire, Besse, Billom & Montaigu.

2°. Qu'à l'égard du district de Besse, les électeurs du département détermineront s'il doit être fixé à Besse, où s'il seroit mieux de le fixer à la Tour ou à Tauves :

» Mais que la première assemblée se tiendra à Besse,

sauf à prendre en considération la demande de la ville d'Aigues-Perse lorsqu'il sera question d'établissmens judiciaires. »

Décret sur le département des Vosges.

» L'assemblée nationale décrète, d'après l'avis du comité de constitution,

1°. Que le département des Vosges est divisé en neuf districts, dont les chefs-lieux sont St. Diey, Rembervillers, Remiremont, Bruyères, Epinal, & que là ils détermineront, à la pluralité des voix, quel sera le chef-lieu d'Epinal & de Mirecourt, sauf la répartition, entre ces deux villes, des principaux établissemens administratifs & judiciaires qui seront déterminés par la constitution, de manière qu'aucun des deux ne puisse les réunir. »

Autre décret.

« L'assemblée nationale décrète, d'après l'avis du comité de constitution,

1°. Que la portion de Sainte-Marie aux Mines, dépendante ci-devant de la Lorraine, les communautés de Sainte-Croix, Lièvre & les Ronsback, appartiendront définitivement à l'Alsace; en échange de quoi le comté de Dabo, situé au revers occidental des Vosges, restera au département de Nancy.

2°. Que pour indemniser le district de Saint-Diez des quatre communautés qu'il perd dans le val de Lièvre, il lui sera rendu les communautés du Saule, Bruche, Nauvrupt, Saint-Blaise, la Roche, Cebroy, la Roche, & Ham. »

M. de Cernon a continué les rapports. Le département de l'ouest de la Provence a été divisé en six districts.

M. Sollier a soutenu avec chaleur les intérêts de la ville d'Apt, qu'il vouloit faire maintenir exclusivement à la ville de Pertuis comme chef-lieu de district. Il a in-

voqué la possession en faveur de la ville d'Apt, sa position centrale, tandis que Pertuis étoit à l'extrémité du district; la pauvreté de la ville d'Apt, qui perdrait son évêché & son chapitre, tandis que Pertuis ne perdrait rien, & qu'elle étoit favorisée par le plus grand commerce.

M. Cousin a contredit cette demande, & M. l'abbé d'Eymar vouloit le provisoire pour la ville d'Apt, sauf au département à prononcer seulement sur l'alternat.

La question préalable a été demandée & rejetée. L'amendement mis aux voix a été adopté. Cet exemple a engagé M. de Fondchâteau à demander un pareil décret contre la ville de Saint-Remi; mais M. Durand de Maillane s'y est opposé, en réclamant l'avis de la députation entière du département adopté par le comité. Il a fait valoir aussi la localité centrale, & le vœu de plusieurs communautés voisines. M. le président a soumis l'amendement de M. de Fondchâteau à la question préalable, qui a été adopté.

L'avis du comité a été mis aux voix avec l'amendement pour la ville d'Apt, & il a été décrété en ces termes :

» L'assemblée nationale décrète, conformément à l'avis du comité de constitution, que le département de l'ouest de la Provence est divisé en six districts, dont les chefs-lieux sont Aix, Arles, Marseille, Tarascon, Apt & Salon. Que la ville de Saint-Remi alternera pour l'assemblée, & directoire avec Tarascon : la ville d'Apt aura provisoirement le district, sauf à faire arrêter que par les électeurs, s'il y a lieu, à alterner avec celle de Martigues, avec Salon, Pertuis; que la première assemblée sera à Tarascon, Apt & Salon ».

M. Durand de Maillane a proposé de décréter, que les fleuves & les rivières navigables forment invariablement par leurs cours la ligne de démarcation entre les provinces qu'elles partagent,

Le président a répondu, que le comité de constitution devoit présenter incessamment un projet de décret sur ce point.

Enfin, M. de Cernon a terminé les rapports par le département de Perpignan, dont la division a été décrétée en ces termes :

« L'assemblée nationale décrète, conformément à l'avis du comité de constitution, que la ville de Perpignan est le chef-lieu du département du Roussillon, que ce département est divisé en trois districts, dont les chefs-lieux sont Perpignan, Ceret & Prades. »

Une lettre écrite par M. Arfandeu, au nom de la commune de Paris, a annoncé une adresse sur la contribution du marc d'argent. Cette demande a été renvoyée au comité de constitution.

Le sage décret qui a maintenu les juifs portugais, &c. dans la jouissance des droits de citoyen dont ils étoient en possession, a donné lieu à une insurrection dans la ville de Bordeaux, causée sans doute par les suites d'un préjugé barbare ou les conseils de l'intérêt personnel ; mais la raison générale l'a bientôt emporté sur l'injustice & l'inhumanité de quelques habitans. M. Garat l'ainé a fait lecture d'une lettre de Bordeaux, qui annonce que le calme y est rétabli.

M. Dupont de Nemours a proposé ensuite un ordre de travail, dont quelques articles avoient été déjà décrétés.

Voici sa proposition :

ARTICLE PREMIER.

L'assemblée ordonne que les comités des finances, des domaines, ecclésiastique, féodal & de l'imposition, la mettent le plus promptement possible à portée de s'occuper sans discontinuation.

- 1°. De fixer le nombre & le sort des ministres du culte.
- 2°. De prononcer sur les ordres religieux.
- 3°. D'assurer aux ecclésiastiques, qui ne seront pas nécessaires au ministère des autels, un traitement viager convenable, honorable & proportionné à celui dont ils étoient en possession.
- 4°. De connoître positivement & d'appliquer aux besoins extraordinaires les biens qui sont à la disposition de la nation, & qui ne seront pas nécessaires à l'entretien des ecclésiastiques séculiers & réguliers, & au service du culte.
- 5°. De chercher & d'employer les moyens les plus propres & les plus prompts pour assurer d'une façon régulière le service ordinaire de l'année 1790, en soulageant néanmoins le peuple de tous les faux frais & de toutes les vexations qu'entraînoient les différentes impositions dont les inconvéniens ont été reconnus.
- 6°. De préparer & d'établir, pour l'année 1790, un système de contribution, conforme aux principes d'équité & de liberté qui sont la base de la constitution.
- 7°. D'établir une forme de comptabilité par laquelle on puisse être instruit en tout temps de l'état des finances.

A R T. I I.

Toutes les parties de ce travail étant corélatives, & devant s'étayer mutuellement, l'assemblée entendra sur chacune d'elles les rapports de ses comités des finances, des domaines ecclésiastique, féodal & des impositions, à mesure que ces rapports se trouveront prêts.

A R T. I I I.

Jusques à ces rapports & pendant les intervalles que pourra laisser leur discussion, l'assemblée s'occupera du travail de l'organisation des départemens & des districts, & de celui qu'exigera l'établissement de l'ordre judiciaire.

A R T. I V.

Le pouvoir exécutif pourvoira aux affaires particulières, jusqu'à ce que les points constitutionnels qui font l'objet du présent décret, aient été décrétés, sauf la responsabilité des ministres.

A R T. V.

L'assemblée prendra séance les dimanches & les fêtes ; on a réclamé l'ordre du jour, ces différens objets ayant déjà été prévus.

Nous avons déjà rapporté à la fin du N^o. CCII la première partie du troisième rapport, fait par M. de Noailles au nom du comité militaire ; nous allons en continuer l'analyse, avant de faire connoître le projet de décret qu'il a présenté.

« Nous touchons, disoit-il, au moment où une partie de vos décrets doit avoir toute sa force d'exécution. Privés pendant des siècles des avantages que le service militaire peut offrir, presque tous les citoyens français étoient forcés de languir dans les emplois inférieurs, tandis qu'une classe privilégiée arrivoit aux honneurs par la protection & le crédit de ceux qui les avoient usurpés. Cette même classe se séparoit en trois branches, vulgairement appelées *nobles de province, nobles de cour, & nobles du plus haut rang* ; les premiers méritoient beaucoup par des services actifs, par une longue expérience, par des talens souvent enlevés faute de circonstances, & n'obtenoient rien. La noblesse de cour en général, franchissoit plutôt qu'elle ne parcouroit la carrière militaire ; séparée du soldat par un espace immense, elle lui étoit étrangère. Elle faisoit supporter aux officiers de l'armée tout le poids du service & en retiroit tous les honneurs. Delà ces distinctions vraiment humiliantes d'officiers supérieurs, d'officiers inférieurs ou subalternes ; delà, cette foule immense de grâces di-

visées pour les uns , sous toutes les dénominations , tandis que de foibles pensions de retraite gratifioient à peine les autres après des services utiles. Enfin il existoit une grande erreur , puisque plusieurs familles avant l'âge de l'inscription civique , commandoient des corps nombreux , & tant d'abus étoient consacrés par des ordonnances. Il falloit que le gouvernement se régénérât pour les détruire , & cette régénération ne sera pas oubliée des militaires , parce qu'elle leur rappellera ce qu'ils étoient , & ce qu'ils sont devenus. »

Voici les précautions que le comité croyoit indispensables pour corriger les vices de l'organisation militaire.

Pour entrer au service dans le grade d'officier , il sera nécessaire d'avoir 18 ans révolus , de réunir les autres qualités de citoyens actifs , de soutenir un examen public & préalable sur les premiers points de la constitution & les élémens de l'art militaire.

L'avancement suivra l'ancienneté jusqu'au rang de major exclusivement , pourvu que les jeunes gens entrés au service avec le rang d'officier , prêtent à l'âge fixé par la loi , le serment civique. Le soldat sera citoyen ; se voyant estimé , il aimera son état , sa patrie , & n'en deviendra jamais l'oppressé.

Quant aux grades supérieurs , depuis celui de major jusqu'à celui de lieutenant-général exclusivement , le comité a pensé qu'ils appartiennent principalement à l'ancienneté , en exceptant un sur trois , pour les hommes doués de talens rares.

Pour les nominations de lieutenans-généraux & pour les commandans d'armée , le comité a cru qu'il n'y avoit d'autre règle à prescrire que d'observer dans le choix la réunion des talens éprouvés par l'expérience , & d'en laisser le roi seul arbitre.

Le comité pensoit encore que la gloire d'un général d'ar-

mée est attachée à favoriser le talent, le mérite dans tous ceux qui lui sont subordonnés ; qu'il faut lui permettre de franchir toutes les règles prescrites pendant la paix ; lui donner le droit d'en créer de nouvelles , & l'obliger seulement à une responsabilité sévère.

Enfin le comité se résuinoit en demandant que l'existence sociale du militaire fût fixée ; qu'après un certain temps, on accordât pour récompense de services, le droit important de citoyen actif ; que les rapports de l'armée, avec le pouvoir qui ordonne & qui exécute, fussent fixés invariablement ; que les difficultés qui pourroient s'élever entre les troupes réglées & les gardes nationales, fussent déterminées d'avance, & que l'expérience conservât l'avantage qu'elle doit avoir pour le commandement ; que les justes réclamations du militaire fussent enfin écoutées ; que les décrets de l'assemblée qui admettent au service toutes les classes de citoyens fussent mis en vigueur ; que les soldats n'eussent plus à redouter pour bas-officiers des hommes dont ils pourroient craindre le caractère ou la conduite ; que l'avancement pour les bas-officiers leur assurât les récompenses qu'ils ont droit d'attendre ; que les officiers avant d'entrer au service, fussent appelés à des examens utiles, qu'il n'y eût aucun passe-droit pour monter aux compagnies ; que toute propriété de régiment fût détruite ; que l'ancienneté pour parvenir aux grades supérieurs, ainsi qu'à ceux de colonel & de maréchal de camp, eût toujours la préférence, lorsqu'elle seroit accompagnée de la capacité & de l'activité, qu'on doit exiger dans un chef ; qu'une retraite honorable fût accordée à celui qui, étant parvenu à la tête de son corps, ne seroit pas avancé, ou qu'en cas de refus il eût droit à un jugement.

Après avoir développé les opinions du comité, M. de

Noailles proposa le décret suivant, qui a été mis hier à la discussion.

Projet de décret sur le militaire.

» L'assemblée nationale considérant que l'objet essentiel & spécial de l'armée est la défense de l'état contre l'ennemi de la nation ; que si, pour bien remplir cet objet, l'obéissance est un devoir indispensable dans les subalternes, le respect des loix & des justes limites de leur pouvoir n'en est pas moins rigoureux pour les chefs.

Considérant que le régime sévère de la subordination militaire prête à des abus de pouvoir, & que chez la plupart des nations la perte de la liberté & le maintien de l'oppression, sont dus à un emploi inconstitutionnel des forces de l'armée.

Considérant que la condition nuisible des hommes qui se dévouent au service habituel de la guerre, leur donne des droits à la gratitude de leurs concitoyens & à ceux du législateur.

Considérant enfin que, dans tous les temps, l'armée française a donné des preuves signalées d'un patriotisme éclairé, & qu'elle a toujours offert un grand exemple de conduite, a décrété & décrète ce qui suit :

A R T I C L E P R E M I E R.

Tout militaire domicilié dans un canton, conservera son domicile, malgré les absences nécessaires par son service. En conséquence elles ne pourront lui faire perdre le droit d'élire & d'être élu dans le canton, s'il a d'ailleurs les qualités exigées par les décrets de l'assemblée nationale.

A R T. II.

Après trente ans de service dans l'armée, un militaire français ou devenu français & domicilié de fait dans un canton, y jouira de la plénitude des droits de citoyen actif,

quand même il ne seroit sujet à aucune des contributions requises pour être éligible.

A R T. I I I.

Les troupes réglées sont particulièrement destinées à la défense du royaume contre les ennemis du dehors : elles ne peuvent jamais être employées contre les citoyens qu'à la réquisition du corps législatif, des officiers civils ou municipaux ; dans ce cas, la réquisition de la main-forte doit toujours être lue aux troupes assemblées avant qu'elles puissent agir hostilement.

A R T. I V.

Lorsque les gardes nationales & les troupes réglées seront ensemble sous les armes, les gardes nationales prendront la droite dans leur ville & sur son territoire ; mais hors de la ville & de son territoire, le pas & le commandement appartiendront aux troupes réglées.

A R T. V.

Deux voies différentes conduiront au grade d'officier ; la pratique distinguée des devoirs du soldat, & la connoissance des premiers élémens de l'art militaire ; de telle sorte cependant, qu'il ne puisse jamais y avoir dans l'armée plus d'un cinquième des officiers parvenus par tous les grades.

A R T. V I.

De cinq emplois de sous-lieutenant, il en sera toujours donné un à un bas-officier du régiment ; les quatre autres ne pourront être donnés qu'à des citoyens qui, dans un examen public, dont les formes seront fixées, auront prouvé qu'ils possèdent les premiers élémens de l'art militaire, & qu'ils sont les plus dignes d'être élevés à ce grade.

A R T. V I I.

Tout français, fils d'un citoyen actif, est admissible à l'examen nécessaire pour parvenir au grade d'officier.

A R T. VIII.

Nul ne pourra être admis au grade d'officier, qu'il n'ait dix-huit ans révolus.

A R T. IX.

Un conseil composé des chefs & des capitaines du régiment, choisira parmi les bas-officiers celui qu'il croira le plus digne d'être élevé au grade d'officier.

A R T. X.

Les bas-officiers seront désignés par les bas-officiers & par les officiers de la compagnie, choisis par le capitaine & confirmés par le colonel.

A R T. XI.

Les sous-lieutenans parviendront au grade de lieutenant, & les lieutenans au grade de capitaine, par ordre d'ancienneté. L'incapacité jugée par un conseil pourra seule changer cet ordre.

A R T. XII.

Les grades militaires compris entre celui de capitaine & celui de lieutenant général des armées seront donnés, les deux tiers en suivant l'ordre d'ancienneté dans la même armée, & l'autre tiers à ceux que le roi en jugera les plus dignes.

A R T. XIII.

Aucun militaire ne perdra le droit que son ancienneté lui donne à un grade supérieur que, dans deux cas, s'il y renonçoit pour accepter une retraite honorable dans un emploi moins actif, ou s'il est jugé incapable par un conseil.

A R T. XIV.

La nomination des lieutenants-généraux, des maréchaux de France & des généraux d'armée, dépend absolument du roi.

A R T. XV.

Pendant la guerre, le roi peut donner aux généraux

d'armée le droit de conserver des grades hors de rang à tout militaire distingué par quelque action d'éclat.

A R T. X V I.

Tout militaire qui aura obtenu la permission de servir une puissance alliée de la France, & qui dans le service se sera fait distinguer par des actions d'éclat, pourra être élevé, hors de son rang, à celui qu'il avoit dans l'armée.

A R T. X V I I.

Toute vénalité des emplois militaires sera détruite : il n'y aura plus de colonel propriétaire ; on accordera des dédommagemens à ceux qui sont actuellement pourvus d'emplois de ce genre.

MM. de Lameth & de Liancourt ont discuté le rapport du comité avec beaucoup d'applaudissemens. M. de Lameth a terminé son discours par un projet de décret sur les articles constitutionnels de l'armée. Nous rendrons compte demain de leurs discours & de la discussion qui doit être continuée aujourd'hui.

A V I S.

N. B. MM. les souscripteurs, dont l'abonnement finit au deux cent dixième numéro, sont priés de renouveler, afin qu'ils n'éprouvent pas d'interruption dans l'envoi de leurs numéros.

On souscrit, à Paris, chez C U S S A C, Libraire, au Palais-Royal. N^{os}. 7 & 8, & chez les principaux libraires de l'Europe.

Le prix de chaque abonnement, de 30 numéros, est de 6 livrés pour Paris, & de 7 liv. 10 sous franc de port dans tout le royaume. On est prié d'affranchir le port des lettres & de l'argent ; sans cette précaution les lettres ne seroient pas reçues.